

LETTRE D'INFORMATION #5

NOVEMBRE 2021 / JANVIER 2022

De vous à nous



« Un pessimiste voit la difficulté dans chaque opportunité, un optimiste voit l'opportunité dans chaque difficulté »¹

Mesdames et Messieurs les Maires,

Nous nous retrouvons après cette période de vœux, cette année encore, gênée par la pandémie, laquelle, espérons-le, est en train de prendre fin.

À l'heure où je vous écris, le dialogue entamé avec le Président Poutine par le chef de l'État n'est pas rompu, mais ne constitue qu'une étape de ce qui pourrait être une reconfiguration des coopérations de sécurité en Europe. La situation internationale se tend en Ukraine, mais aussi au Mali, où un 53^{ème} militaire français a péri au combat. Elle doit rester au centre des préoccupations politiques pour que l'UE et la France repensent leurs positions. Toutefois la dépendance énergétique de l'Europe nous prive d'une plus grande liberté d'action. Ceux qui doutaient de l'utilité d'opérer la transition énergétique sont, je l'espère, en pleine réflexion...

Restons optimistes. Nous, et surtout vous, nos Maires, avons su être un peuple résilient. Notre État a choisi de protéger le tissu économique qui aurait été déchiré à bien plus grands frais et dommages sociaux sans le « quoiqu'il en coûte », n'en déplaise à certains. Les indicateurs sur le front de l'apprentissage, du chômage, de la croissance... vont plutôt dans le bon sens ; nous devons nous en saisir pour entamer notre redressement et notre désendettement, en restant vigilants sur l'inflation.

Notre espoir est celui de la réindustrialisation de nos territoires et de la construction d'un véritable marché intérieur européen. Il faut poursuivre la formation académique et professionnelle, accélérer l'apprentissage, mais aussi accroître l'efficacité de notre recherche pour renforcer nos innovations dans l'agriculture, la santé, l'énergie, le numérique, le spatial... C'est la feuille de route européenne et c'est le chemin qui me semble le mieux à même de nous offrir un avenir commun et permettre à notre pays de retrouver son rang. C'est en partie le sujet de la mission d'information « Excellence de la recherche / innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française » que je conduis et aussi celui du projet d'Université de technologie européenne que je soutiens vigoureusement.

Tout cela ne sera possible que dans un cadre simplifié avec des procédures fluidifiées. À cet égard, le PJJ dit « 3DS » a fait l'objet d'un compromis entre l'Assemblée nationale et le Sénat avec des avancées qui vous seront détaillées prochainement.

Pour une meilleure gestion de la forêt, des engagements ont été pris, et à l'issue des Assises nationales, nous espérons aller plus loin. Le texte relatif à l'accès des experts forestiers aux données cadastrales va permettre de fluidifier les échanges avec les propriétaires forestiers et d'améliorer la vision et le pilotage des décisions de valorisation au mieux des intérêts des propriétaires de forêt privée. Sur les déserts médicaux, nous essayons de progresser, mais les blocages y compris du fait de l'ambiguïté de certaines positions, ne manquent pas.

De notre côté, nous œuvrons, mon équipe et moi en vue d'améliorer les textes législatifs et de porter des projets concrets pour l'Aube. Comme vous le savez, nous sommes toujours à votre écoute.

Bien à vous,

Vanina Paoli-Gagin, Votre Sénateur



VANINA PAOLI-GAGIN
SÉNATEUR DE L'AUBE (GRAND-EST)

¹ Sir Winston CHURCHILL

**Lettres ouvertes / PPL / PPR
que j'ai cosignées**

Saisine du Ministre des Solidarités et de la Santé sur l'activité de téléconsultation et de l'évolution de la convention médicale.

Situation de la gynécologie médicale : procéder à un rééquilibrage afin que cette spécialité de gynécologie médicale retrouve toute sa place face à un accès particulièrement déficitaire dans les territoires ruraux.

Courrier de relance adressé au Ministre Véran et au Secrétaire d'État Taquet, en l'absence de prise de décret d'application de la loi visant à encadrer l'usage du protoxyde d'azote, que le Sénat a adopté définitivement, et à l'unanimité des groupes politiques au Sénat et à l'Assemblée nationale, le 25 mai 2021.

PPL visant à autoriser la conclusion de contrat à durée indéterminée pour les assistants d'éducation.

PPL visant à réviser la loi dite « Fauchon » et à supprimer toute impunité pénale des responsables d'entreprise dans le drame de l'amiante.

EN COMMISSION DES FINANCES

Durant nos réunions, nous avons examiné les projets de loi (PJL) et propositions de loi (PPL) suivants :

- PPL visant à définir les dispositions préalables à une réforme de l'indemnisation des catastrophes naturelles
- Second PJL de finances rectificatives pour 2021
- PJL de finances pour 2022 – Examen des missions et rapports spéciaux
- PJL de financement de la sécurité sociale pour 2022
- PPL organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques
- PPL pour un accès plus juste, plus simple et plus transparent au marché de l'assurance emprunteur
- PJL portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture

Notre commission a également procédé à un certain nombre d'auditions sur :

- Les pratiques d'arbitrage de dividendes
- Le Second PJL de finances rectificative pour 2021
- Le fonds pour le développement de la vie associative

Plusieurs de mes amendements déposés / cosignés ont été adoptés :

PLF pour 2022 :

- Favoriser la sécurité et protéger nos aînés

Amendement visant à supprimer la condition d'offre globale pour les services de téléassistance. L'article 3 conditionnait le bénéfice du crédit d'impôt pour les services de téléassistance et de visio assistance à la souscription d'un ensemble global de services. Le crédit d'impôt ne bénéficierait qu'aux entreprises proposant une offre diversifiée de services. Compte tenu du vieillissement de la population et de la pression sur l'hôpital public, il paraissait plus judicieux de conserver un maillage étoffé d'entreprises dans nos territoires en supprimant donc la restriction portant sur les services éligibles au crédit d'impôt pour la téléassistance et la visio assistance.

- Accélérer la transition écologique dans la vraie vie

Amendement visant à réduire le taux de TVA à 5,5% pour les réseaux de froid renouvelables, un taux similaire aux réseaux de chaleur renouvelables, pour promouvoir leur utilisation. Ils permettent de compenser et d'atténuer les rejets de chaleur et apparaissent donc incontournables dans un contexte de hausse globalisée des températures.

Amendement visant à réduire le taux de TVA à 5,5% pour le bois de chauffage sec, un bois énergie de qualité présentant un taux d'humidité inférieur à 23%, afin de promouvoir son utilisation. Ce dispositif s'inscrit en cohérence avec le plan d'action « Chauffage au bois domestique performant » établi par le Gouvernement en juillet 2021 permettant de réduire de 50% d'ici 2030 les émissions de polluants du chauffage au bois domestique.

- Agir concrètement en faveur de nos agriculteurs et de nos viticulteurs

Amendement visant à aligner le dispositif de neutralisation des plus-values des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) sur celui des sociétés coopératives de production (SCOP). Il permet de rendre le régime fiscal actuel plus cohérent et d'envoyer un message fort à destination des agriculteurs en général et des viticulteurs en particulier, si fragilisés par cette année difficile.

Amendement visant à modifier les dispositifs actuels pour les rendre efficaces sur le territoire d'une AOC. En effet, l'aire d'une AOC peut s'étendre sur des territoires dépassant la limite d'un canton et non limitrophes. Afin de préserver notre patrimoine gastronomique, cet amendement apporte une réponse concrète pour renforcer la situation financière de nos producteurs.

Amendement visant à alléger la fiscalité des donations et successions lorsque l'un ou plusieurs héritiers souhaitent reprendre une exploitation agricole ou viticole familiale, et que les autres héritiers s'engagent à conserver les biens transmis et les laisser à la disposition des repreneurs pendant une longue durée. Il permet de protéger les exploitations agricoles et viticoles familiales car la fiscalité actuelle incite les propriétaires à repousser à plus tard la transmission des terres, rendant incertaine la bonne tenue de la transmission.

PPL portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétales :

Amendement visant à rétablir l'extension des pouvoirs d'acquisition et de substitution des SAFER vis-à-vis de titres sociaux.

MES INTERVENTIONS EN COMMISSION

01/12/2021 - « Cumex Files : trois ans après, quel bilan des outils de lutte contre les pratiques d'arbitrage de dividendes ? »

« [...] Je veux en premier lieu rendre hommage non seulement à la presse, mais aussi à cette inspectrice des impôts de Bonn, restée anonyme. J'espère qu'elle sera source d'inspiration pour nombre de nos fonctionnaires du ministère des finances. Plus structurellement, je me demande si la clé ne se situe pas à un niveau un peu plus macroéconomique - dans l'harmonisation des règles, dans le sens du travail qui avait été conduit sur les bases de l'IS au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Je me demande aussi pourquoi l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) n'a pas - à ma connaissance, du moins -, dans son pouvoir de sanction, la faculté de réprimer ce type d'abus. Enfin, ne pourrait-on pas inverser la tendance en exigeant des rescrits sur ce type d'opérations ? »

Nos COFOR à l'esprit

PJL de finances pour 2022 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Examen des rapports spéciaux

« Je poserai trois questions, qui s'adressent particulièrement à Christine Lavarde. Au sujet des 2,3 millions d'euros venant renforcer les missions d'intérêt général de l'Office national des forêts (ONF), le fonctionnement est-il couvert par ce montant ? Peut-on rassurer nos communes forestières à cet égard ? De plus, il me semblait que la somme d'1,9 milliard d'euros, annoncée en faveur des nouvelles technologies dédiées à l'hydrogène, s'ajoutait aux 7 milliards d'euros déjà prévus suite aux annonces faites en septembre 2020. Pourriez-vous préciser ? Enfin vous déplorez, et on ne peut que partager votre ressenti, la lenteur du déploiement du plan de relance en ce qui concerne MaPrimRénov' et la rénovation thermique. Cette lenteur est-elle due aux problèmes d'approvisionnement en matières premières et aux difficultés rencontrées dans le bâtiment pour recruter du personnel formé ? »

Rester attentive aux disparités des communes rurales

PJL de finances pour 2022 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial

« [...] Avez-vous envisagé de réviser les modalités de calcul de l'enveloppe globale de la DETR, pour tenir compte des effets de l'inflation ? Avec le renchérissement des prix de l'énergie et des matières premières, le coût des travaux et des appels à projet augmentera mécaniquement. »

Retrouvez mes interventions en commission : http://www.senat.fr/interventions-commissions/paoli_gagin_vanina20050v/paoli_gagin_vanina20050v_2020.html

MES INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

15/01/2022 - PJL renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique : Lors de l'examen du texte en nouvelle lecture au Sénat, j'ai exprimé la position de notre Groupe : « cette mesure ne fait pas l'unanimité au sein de la société mais elle divise beaucoup moins que l'on ne le pense. La grande majorité de nos concitoyens désapprouvent ceux qui font le choix de ne pas se faire vacciner. » J'ai également salué la gestion de la crise sanitaire par le Parlement et le Gouvernement respectant toujours l'objectif de préserver un fragile équilibre entre santé et liberté.

04/01/2022 - Proposition de résolution pour une meilleure prise en compte de la qualité de la vie étudiante, pour renforcer l'accompagnement des étudiants à toutes les étapes de leur parcours et pour dynamiser l'ancrage territorial de l'enseignement supérieur : « Travailler à améliorer la qualité de vie des étudiants, ce n'est pas offrir un confort superflu, c'est investir et œuvrer de façon concrète et opérationnelle au redressement, à l'indépendance et au rayonnement de la France. » J'ai insisté sur l'importance d'investir dans la qualité de la vie étudiante, car c'est ce qui permettra de développer les territoires et préparer la compétitivité de demain.

26/01/2022

Visio avec Mme Atig, directrice générale de la Fédération bancaire française sur le prélèvement de frais bancaires sur les comptes des défunts que je souhaiterais supprimer.

25/01/2022

Interview téléphonique par M. Barbarit, journaliste de Public Sénat sur la décision du Conseil d'état sur le CBD, suite à ma question d'actualité de début janvier.

19/01/2022

Accueil au Sénat d'une délégation de maires de l'Aube. Échanges constructifs autour de la santé, des transports, de l'éducation, des télécommunications, de la forêt et du rôle des institutions.



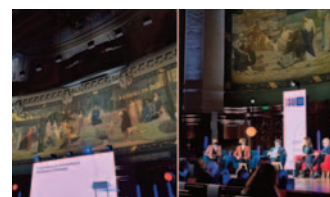
17/01/2022

Visite du Lab by FFIE et signature d'une convention de partenariat entre Fondation UTT et FFIE. Ravie que ce rapprochement que j'ai initié serve les intérêts de nos entreprises et de nos écoles aubois.



13/01/2022

Congrès à l'occasion des 50 ans de la Conférence des Présidents d'Université, rebaptisée France Universités, dans le Grand amphithéâtre de la Sorbonne. L'anniversaire de toutes les transitions : défis du financement, de l'égalité, de l'excellence et du développement territorial.



12/01/2022

Déjeuner avec des entrepreneurs sur les enjeux de leadership européen dans les champs stratégiques santé et environnement. Échanges sur les enjeux de croissance, de financement de sociétés issues de projets de recherche avec d'importants actifs technologiques et les clés pour qu'elles deviennent des leaders européens et opportunités de développement d'activités dans l'Aube, notamment dans la filière agro.

11/01/2022

Déjeuner avec mes collègues du groupe LIRT autour de M. Édouard Philippe, ancien Premier Ministre, pour échanger sur l'actualité et les enjeux de la France de demain.



06/01/2022

Interview téléphonique à la demande de Mme Lesoif, journaliste à l'Est Éclair sur la PPL allongement du délai d'IVG.

17/12/2021

Visio entre les dirigeants de Tele-ophtalmo, l'ARS Aube, la MSA 10-52 et la CPAM de l'Aube, à mon initiative, pour mener une réflexion sur un éventuel développement de solutions nouvelles sur le territoire, particulièrement sous-doté en offre ophtalmologique (cabinets secondaires clé-en-main implantés dans un désert médical ou en zone péri urbaine sous-dotée).

15/12/2021

RV tel avec M. Raffin, étudiant en 1^{ère} année de LEA à l'Université catholique de l'Ouest (Angers) dans le cadre de son projet professionnel.

Déjeuner équipe de fin de session.

RDV avec un dirigeant de start up sur la problématique du respect de la propriété intellectuelle par certains grands groupes.

60 ans du CNES à l'invitation de son Président, M. Baptiste.

14/12/2021 - PLF pour 2022 (nouvelle lecture) : Je me suis une nouvelle fois exprimée au nom de mon groupe à l'occasion de la nouvelle lecture du PLF pour 2022 que la majorité LR du Sénat a finalement rejeté une seconde fois. J'ai regretté cette position rappelant que les élus locaux attendent de la Haute Assemblée qu'elle porte des propositions concrètes, et l'absence de débat sur le budget ne le permet pas.

07/12/2021 - PPL interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne : J'ai exprimé la position du Groupe lors de l'examen de ce texte, saluant son objectif : « *ces pratiques coercitives et violentes doivent faire l'objet d'une infraction explicite. La décision du changement de sexe ou le sujet de l'orientation sexuelle relèvent du libre-arbitre de l'individu* ».

01/12/2021 : je suis intervenue dans le **débat portant sur le thème « Situation des comptes publics et réforme de l'État »**. Notre Groupe regrette l'arrêt des discussions du budget pour 2022 au Sénat : « *Il est facile de dénoncer aujourd'hui la hausse des dépenses publiques, alors que le Sénat a refusé d'examiner la partie du budget consacrée aux dépenses* ».

23/11/2021 : J'ai exprimé la position de mon Groupe lors des **explications de vote sur la première partie du PLF pour 2022**. À cette occasion, j'ai rappelé que le Sénat avait introduit de nombreuses mesures intéressantes par voie d'amendements. Je me suis interrogée sur la raison pour laquelle certains parlementaires s'opposaient à un texte dont on avait voté tous les articles et ai rappelé que mon Groupe avait voté en faveur de cette première partie, estimant que le Sénat aurait dû faire de même.

16/11/2021 - Présentation de mon rapport budgétaire sur la Mission « Recherche et enseignement supérieur » - PLF pour 2022 : « *Conformément à la loi de programmation pour la recherche, le budget alloué à l'enseignement supérieur connaît cette année une progression substantielle, de l'ordre de 385 millions pour les deux programmes de la mission, soit une hausse de 2,3 % par rapport à l'année dernière* .

Les établissements d'enseignement supérieur bénéficieront ainsi de 224 millions d'euros supplémentaires, dont 137,5 millions d'euros pour la mise en œuvre des mesures issues de la LPR, à savoir principalement des revalorisations indemnitaires et des mesures statutaires, mais également la création de 385 emplois.

Pour la deuxième année consécutive, le budget pour 2022 entend ainsi redonner des marges de manœuvre aux universités, jusqu'à présent confrontées à des tensions très importantes, puisque leur budget est resté constant en dépit d'une masse salariale très dynamique. Dans ce contexte, la plupart des établissements ont été contraints de geler des postes ou de supprimer des emplois pour équilibrer leur budget, tout en rognant sur les dépenses immobilières.

Cette situation était d'autant moins acceptable que les établissements doivent accueillir un nombre toujours croissant d'étudiants. Ainsi, depuis le début du quinquennat, près de 68 500 nouveaux étudiants sont venus grossir les rangs de l'université !

C'est notamment pour absorber ce flux qu'a été lancé le plan « Étudiants » et que la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants (ORE) a été votée : près de 83 000 places ont été créées à l'université. Cet effort significatif mérite d'être salué.

Je voudrais néanmoins rappeler que près de la moitié de ces places ont été cofinancées à l'aide des crédits du plan de relance, pour un montant de 43 millions d'euros en 2021 et 84 millions d'euros en 2022. Mes chers collègues, permettez-moi d'insister sur ce point : en 2021 et 2022, des mesures d'urgence ont permis de répondre à la hausse exceptionnelle du nombre d'étudiants inscrits, mais qu'en sera-t-il à compter de 2023, quand le budget de la mission ne bénéficiera plus de crédits additionnels en provenance du plan de relance ? Cette question est d'autant plus préoccupante qu'après une période de relative accalmie, la démographie étudiante devrait à nouveau fortement progresser en 2024.

Je note, en parallèle, que la subvention versée aux établissements d'enseignement privé demeure stable en 2022, alors même que ces derniers contribuent très largement à absorber le flux des nouveaux arrivants dans l'enseignement supérieur. (...)

De manière plus générale, face à la hausse continue du nombre d'étudiants, le mode de financement des universités paraît relativement obsolète ; je regrette que le constat d'une pression démographique inégalée ne suscite pas de réflexion plus large sur le devenir de l'enseignement supérieur français. À cet égard, la question de l'immobilier universitaire me paraît aujourd'hui particulièrement cruciale. En effet, dans le cadre de mes travaux de contrôle budgétaire, j'ai pu constater l'ampleur du défi posé par le caractère vétuste et énergivore du patrimoine universitaire. Dans ce contexte, le lancement d'un appel à

projets pour financer la rénovation énergétique des bâtiments publics constituait donc une opportunité unique pour les établissements d'enseignement supérieur, et je me félicite qu'ils aient pleinement réussi à s'en saisir : ainsi, 813 projets ont été retenus pour l'enseignement supérieur, pour un total de l'ordre d'un milliard d'euros. Ces résultats sont d'autant plus méritoires que les établissements ont dû élaborer leurs projets dans des délais particulièrement restreints, puis veiller à ce qu'ils soient lancés avant la fin de l'année 2021. **Il me semble néanmoins que l'effort ponctuel consenti dans le cadre du plan de relance demeure insuffisant, et ne permettra pas à notre pays de respecter les objectifs ambitieux qu'il s'est fixés en matière de transition énergétique. Or, j'ai acquis la conviction que le rayonnement futur de nos universités dépendra étroitement des choix que nous ferons en matière d'immobilier.**

Je suis donc favorable au lancement d'un vaste plan de rénovation globale du bâti universitaire, qui s'inscrirait dans la continuité des efforts déployés dans le cadre de France Relance : à la dotation d'un milliard d'euros pour la réalisation de gains rapides succéderait une dotation plus importante pour la réalisation de gains différés.

J'en viens maintenant aux crédits consacrés à la vie étudiante. En 2022, ces derniers progresseront de 179,1 millions d'euros en CP, soit une hausse de 6,4 %. Cette augmentation résulte principalement de la revalorisation des bourses sur critères sociaux versées aux étudiants, qui représente 150,9 millions d'euros.

En parallèle, la subvention versée au réseau des œuvres universitaires progressera de 26,5 millions d'euros, pour financer notamment la prolongation du « ticket U » à 1 euro pour les étudiants boursiers et du gel des loyers. Le budget pour 2022 prévoit également des mesures nouvelles en faveur des étudiants et des étudiantes, comme l'installation de distributeurs de protections périodiques, l'embauche de 1 000 étudiants référents en résidences universitaires et le recrutement de 60 assistantes sociales supplémentaires. Plus largement, je voudrais rappeler que depuis le début de la crise sanitaire, la forte mobilisation des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous) a permis de lutter efficacement contre la précarité étudiante, ce qui mérite d'être salué. Cependant, en parallèle, ces derniers ont subi de lourdes pertes d'exploitation, si bien que leur situation demeure fragilisée et devra faire l'objet d'un suivi attentif.

Dans la mesure où l'enseignement supérieur bénéficie de hausses importantes de crédits, qui permettent d'assurer le respect de la trajectoire définie en loi de programmation, je vous propose de les adopter. »

04/11/2021 : Lors de mon intervention dans la discussion générale du P.J.L portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, j'ai souhaité rappeler que la mise en place du passe sanitaire avait permis d'accélérer le taux de vaccination de la population et qu'il était indispensable de ne pas baisser la garde car la pandémie est toujours en cours, soulignant que le contexte de la campagne présidentielle n'offre pas les meilleures conditions pour la tenue d'un débat sur la crise sanitaire.

Toutes les interventions en séance publique sur : <http://videos.senat.fr/intervenant.20050v>

QUESTION D'ACTUALITÉ AU GOUVERNEMENT

Le 12 janvier dernier, j'ai interrogé Mme Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'Industrie, sur l'avenir de la filière CBD en France, suite à l'arrêté gouvernemental du 30 décembre qui interdit la vente aux consommateurs de fleurs ou de feuilles brutes, sous toutes formes, seules ou mélangées.

Une décision qui interroge alors que des produits plus nocifs restent en circulation, et que la Cour de Justice de l'Union européenne et l'OMS s'accordent sur le fait qu'avec des taux de THC inférieurs à 0,3% il ne s'agit pas de produits stupéfiants. J'ai alerté sur la situation de ce marché qui représente 1 milliard d'euros, des millions de consommateurs, et des milliers d'emplois. **« C'est un coup d'arrêt brutal pour tout un écosystème où se croisent grands producteurs de chanvre, comme nous en avons dans l'Aube, petits paysans ayant diversifié leur production et de jeunes entrepreneurs ayant pris des risques pour ouvrir leur boutique ».**

<http://www.senat.fr/seances/s202201/s20220112/s20220112002.html#int196>

14/12/2021

Déjeuner avec M. Moreno, scientifique, professeur des universités, spécialisé dans le contrôle intelligent de systèmes complexes, et l'innovation autour de la valorisation de la recherche et le transfert de technologie vers l'industrie.

13/12/2021

Échange sur un potentiel projet d'implantation dans l'Aube.

08/12/2021

Déjeuner de travail sur le développement d'une filière logistique française avec des acteurs du secteur dont Mme Idrac, Présidente de France Logistique.

Point sur les dossiers en cours avec le Président Pichery.

Réunion avec M. Rottner, Président de la région Grand Est : points sur les dossiers de développement industriel et de santé sur les initiatives développées dans l'Aube et le Grand Est.

07/12/2021

Présentation de l'outil pédagogique « Explique-moi une cérémonie » par le Capitaine Hermi et M. Mattei du Centre du service national et de la jeunesse (CSNJ) de Châlons-en-Champagne.

31^{èmes} rencontres Épargne & Investissement autour de M. Martin, Président du Conseil d'analyse économique. Je partage les analyses de son rapport « Enseignement supérieur : pour un investissement plus juste et plus efficace ». J'ai proposé des pistes d'amélioration du financement de l'économie.

02/12/2021

Forum pour le futur de l'agriculture et présence à la table ronde « Forêts françaises face au changement climatique » : Mieux produire & consommer en développant les biocontrôles, aider nos forêts françaises face au changement climatique, financer les investissements sur le temps long ... autant d'enjeux passionnants, les derniers débats nourrissant ma réflexion pour les Cofor10.

01/12/2021

Point avec mon collègue de la Réunion sur le potentiel écologique et économique du stockage en zones faiblement ou non interconnectées.

RDV à la demande de Mme Barrot, Consultante communication publique chez Mazars sur la concertation autour d'un projet éolien du Chaourçois.

Réunion du comité des ambassadeurs et des donateurs de la Fondation UTT que j'ai accueillis avec plaisir au Sénat.

29/11/2021

Soirée en l'honneur de la création du 200^{ème} labcom CNRS/entreprises en présence de la Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, du Président du CEA et du Président de TotalEnergies. Ces labos communs CNRS/Entreprises aident à lever les verrous technologiques pour aller sur les marchés.

23/11/2021

RDV avec les conseillers du MESRI sur un projet d'enseignement supérieur d'échelle européenne.

RV avec les Dr Brion et Perfettini - projet dans le domaine de la recherche médicale.

RV à la demande M. Bayrou, Haut-Commissaire au Plan : nécessité de mobiliser des capitaux français, voire européens, pour financer les projets essentiels à notre souveraineté nationale dans les secteurs-clés.

22/11/2021

Accueil de M. Guyot pour son prix French Heritage Society, pour la restauration du Château de Vaux.

17/11/2021

Déjeuner autour de Mme Berrut, directrice territoriale SNCF Réseau Grand Est, M. Koch, directeur de l'UTT, M. Maurer, Directeur de la Formation et de la Pédagogie UTT, Mme Colas, Responsable Valorisation Projets Étudiants UTT, sur le programme égalité des chances porté par l'UTT.

Café avec certains des maires au bois, venus au salon des Maires 2021, à l'invitation de ma collègue, Mme Perrot.

10/11/2021

Cérémonie traditionnelle d'hommage aux Sénateurs et fonctionnaires du Sénat morts pour la France.

LA MISSION D'INFORMATION (MI) RECHERCHE

L'incapacité à produire un vaccin contre la Covid a constitué un traumatisme pour notre pays, qui craint de sombrer dans un décrochage scientifique irréversible. À cet égard, la France semble encore – malgré les récents efforts - accuser un retard important vis-à-vis de ses voisins européens, qu'elle peine toujours à combler. Pourtant, la recherche française, et singulièrement la recherche fondamentale, continue de livrer d'excellentes nouvelles, comme en témoigne par exemple l'attribution des Prix Nobel, qui récompense régulièrement des chercheurs tricolores. Aussi, le diagnostic pessimiste est à préciser : plutôt qu'un décrochage scientifique, il s'agit plutôt d'une **incapacité de la France à transformer l'essai de l'innovation**. Face à la nécessité de travailler à cette meilleure conversion de la recherche fondamentale en innovations industrielles, notre Groupe a été à l'initiative de la création d'une mission d'information au Sénat : « **Excellence de la recherche/ innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française** ». Soucieuse de cette problématique et engagée sur cette question, j'ai été nommée rapporteur de cette mission qui a débuté ses travaux en janvier.

11/01/2022 : Réunion constitutive de la MI au cours de laquelle j'ai eu l'honneur d'être nommée rapporteur.

Au cours des premiers échanges avec mes collègues, membres de la mission, j'ai estimé que « **les retombées économiques de l'innovation restent décevantes en France comparées à d'autres régions du monde** ». Cette mission d'information a donc vocation à analyser les obstacles et les blocages qui empêchent en France de transformer l'essai de l'innovation. J'ai ensuite présenté les grands axes des prochaines semaines d'auditions : les organismes de recherche et les universités, les structures de valorisation, les pouvoirs publics et les opérateurs en charge de la stratégie de l'innovation et de son soutien financier, mais également les acteurs privés tels que les fonds d'investissement et de capital risque, les associations professionnelles des entreprises ainsi que les multiples structures qui ont été créées ces dernières années pour favoriser la création et la croissance.

Au cours des auditions nous avons pu entendre :

- **le 18/01/2022** : M. Lewiner, directeur scientifique honoraire de l'Établissement supérieur de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris (ESCPI Paris Tech), M. Roux, membre de l'Académie des sciences et M. Caine, président de l'Agence nationale de la recherche et de la technologie et PDG de Thalès.
- **le 25/01/2022** : Mme Lignot-Leloup, MM. Angermann et Sapène, auteurs du rapport de la Cour des comptes d'avril 2021 sur « *Les aides publiques à l'innovation des entreprises : des résultats encourageants, un dispositif à conforter* » ; M. Fossex, auteur du rapport de la Cour des comptes d'octobre 2021 sur « *Le programme d'investissement d'avenir : un acquis à consolider, un rôle spécifique à mieux définir* ».

Nous avons également pu entendre conjointement, en auditions plénières : MM. Damerval, PDG, et Torres, directeur des grands programmes d'investissements de l'État de l'Agence nationale de la recherche (ANR) ; Mme Varet, directrice exécutive adjointe de la prospective et de la recherche, et M. Devriès, directeur adjoint de la direction des entreprises et des transitions industrielles de l'ADEME.



Je souhaite la bienvenue à Cloé Moulin qui a rejoint en janvier mon équipe de collaborateurs. Cloé est actuellement en dernière année de Master 2, Politiques environnementales et management du développement durable, à l'Institut Catholique de Paris. Grâce à son parcours universitaire et ses différentes expériences, elle a une bonne maîtrise des sujets en lien avec l'environnement et suivra plus particulièrement les dossiers liés à la transition écologique et à la forêt.

Vous pouvez retrouver l'actualité de mon groupe *Les Indépendants - République et Territoires* et l'intégralité des interventions de mes collègues sur le site : <https://www.independants-senat.fr/>

**RENCONTRES
À MA PERMANENCE
PARLEMENTAIRE**

21/01/2022

RV à la demande de Mme Brun, directrice départementale des finances publiques de l'Aube.

RV à la demande de M. Convers, Président de la CCI Troyes et Aube pour faire un point sur les objectifs de sa nouvelle mandature.

25/11/2021

RV avec Mme Caster de Canal 32 pour le tournage d'une vidéo destinée à être diffusée à l'occasion de la remise des diplômes UTT 2021 finalement reportée, en raison de la situation sanitaire.

Vidéo EUT+ en vue de soutenir cette belle initiative.

RV avec Mme Boeglin sur la TVA appliquée aux vitraux financés par des associations et la retraite des élus.

Entretien à la demande de M. Tourbe, journaliste à l'Est Eclair suite à mon intervention sur le PLF et notamment sur une mesure importante pour les communes forestières avec l'annulation par le Gouvernement de la contribution supplémentaire de 30 millions d'euros pour le budget de l'ONF en l'abondant.

RV à la demande du Dr Hubert sur la problématique d'accueil des patients des médecins partant à la retraite et non remplacés.

12/11/2021

RV avec M. Fassaert sur un projet de foyer pour adultes handicapés à Méry-sur-Seine.

RV à la demande de Mme Blum, Présidente de la section Aube Troyes de la Ligue des Droits de l'Homme sur la situation des jeunes étrangers anciens mineurs accompagnés par le département.

AGENDA DANS L'AUBE

28/01/2022

Visite du site auboisi de Garnica à l'invitation de M. Dhorne : d'innovantes perspectives de développement pour l'Aube autour de la culture du peuplier, de la fabrication de contreplaqués et de la régénération forestière.



27/01/2022

RV avec le Président Pichery sur les enjeux de la forêt.

Réunion avec des maires ruraux à l'invitation de M. Mailler, Président de l'AMRF Aube en la Mairie d'Avant-les-Ramerupt : des échanges concrets sur les problématiques auxquelles sont confrontés nos maires ruraux. Nous essayerons ensemble de faire bouger les lignes.

21/01/2022

Déplacement de M. Denormandie, Ministre de l'agriculture dans l'Aube : visite de l'exploitation de M. Hunin (Lassicourt) / inauguration du magasin "passion paysanne" (Troyes) / Table ronde "de la fourche à la fourchette" (CD10). Visite et échanges passionnants à l'initiative de mon collègue, le député Besson-Moreau. Nos agriculteurs sont les sentinelles de notre souveraineté alimentaire. Ils méritent une juste rémunération.



20/01/2022

Soutien à un projet de société de technologie dans l'Aube.

07/01/2022

Déjeuner de travail avec P. Koch, directeur de l'UTT : tour de piste des dossiers ESR.

16/12/2021

Invitation à la pose de la 1^{ère} pierre du futur Complexe International Multisports et Escalade (CIME) de l'Aube porté par le Département. Cet espace servira de base d'entraînement aux athlètes préparant les JO de Paris 2024. Il comporte le volet inclusif handisport porté par le département.

RV à la demande de M. Louinet, Délégué Syndical FO de la CPAM de l'Aube et Mme Peyrouse, Secrétaire Générale de l'UDFO, sur les problèmes rencontrés par le personnel notamment au regard de l'allongement du délai de traitement des dossiers des assurés.



12/12/2021

Match Estac - Bordeaux à l'invitation de M. Magne, président de l'ESTAC : malgré tout le soutien des supporters l'ESTAC s'est inclinée face à Bordeaux. 😞

25/11/2021

Réunion à la Maison de la Chasse de l'Aube à l'invitation du Président de la Fédération des chasseurs, M. Mercuzot et du Directeur M. Baudoux. Des échanges précis et intéressants sur le fonctionnement de la Fédération de notre département.



24/11/2021

Belle soirée au Cellier Saint Pierre à Troyes pour fêter les 10 ans de la Biogaz Vallée. L'association s'est donnée pour mission de fédérer, d'animer et de soutenir la filière industrielle et scientifique de la méthanisation. Un moment émouvant autour des pionniers.



22/11/2021

Déjeuner de travail avec M. Lombard, DG Caisse des Dépôts, en présence de Mme Errante, députée et présidente de la Commission de surveillance, du Président Pichery, de M. Vuillemin, maire de Romilly-sur-Seine et plusieurs adjoints de la ville de Troyes, ainsi que certains parlementaires de l'Aube. Tour de piste des projets auboisi suivis par la Banque des Territoires.

12/11/2021

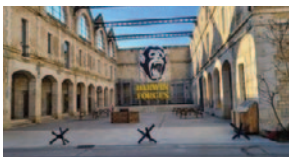
Visite du site de Marigny-le-Châtel de la coopérative CAPDEA, à l'invitation de son Président, M. Maudoux. La valorisation des productions par les outils de déshydratation est un enjeu majeur de la transition agro-écologique des territoires.

SESSION DU CYCLE DES HAUTES ÉTUDES DE LA CULTURE (CHEC)

J'ai souhaité intégrer le CHEC pour m'immerger dans le monde de la culture et dynamiser le dossier de reconversion du site de Clairvaux.

13 et 14/01/2022 - SAISON 5 - Bordeaux -

- **Épisode 1** : Quel soutien pour une création vivante et partagée ? Réinventer le rapport au public : création artistique, droits culturels - Quelle articulation en des cahiers des charges pour concilier cohérence nationale, vitalité artistique & dynamique territoriale ?
- **Épisode 2** : Visite de la Fabrique Pola, écosystème poreux permettant aux artistes de conduire un projet artistique/économique cohérent, aux étudiants de se former. Autant de facteurs de structuration pour une filière des arts visuels.
- **Épisode 3** : Création artistique et entreprises : quels partenariats possibles ? Réflexions autour de M. Barre, fondateur, Mme Bois, directrice adjointe de Darwin, M. Cetto, Directeur du Garage Moderne et M. Carnac, Directeur Fondateur d'Aquitaine Culture.



17/12/2021

Échanges en visio avec Mme Szarynski, chargée de mission « Modèle économique des opérateurs » pour le Ministère de la Culture.

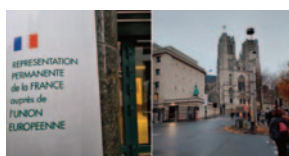
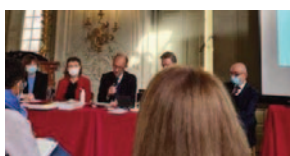
9 et 10/12/2021 - SAISON 4 - Paris -

- **Épisode 1** : « *Les industries culturelles au carrefour du numérique* » : Exposés enrichissants au Centre National du Livre, en présence de sa Présidente et des acteurs de la chaîne du livre.
- **Épisode 2** : « *Quelles actions pour garantir le pluralisme des médias et la diversité culturelle ?* » : session matinale d'échanges depuis le Centre National du Cinéma en présence de M. Gourdin, directeur général des médias et des industries culturelles. Puis réception à l'Opéra de Paris par M. Ajdari, Directeur Général adjoint.
- **Épisode 3** : Table ronde « *Numérique et vulgarisation des savoirs* » autour de M. Drieu, Médiateur scientifique à la CCSTI La Rotonde, Mme Brill, créatrice de la chaîne Youtube « c'est une autre histoire » et M. Bardavid, Service du Numérique, Ministère de la Culture.



18-19-20/11/2021 - SAISON 3 - Bruxelles - Belgique -

- **Épisode 1** : Action internationale et européenne : la France assurera la présidence de l'Union européenne pendant le premier semestre 2022. Quelle place pour la culture, dans une Europe qui doit trouver les moyens de constituer une force commune pour peser sur une scène internationale fracturée ?
- **Épisode 2** : En direct de Bruxelles - liberté & pluralisme des médias, nouveau programme de l'Union européenne au soutien de la culture avec 2,4 mds pour 2021-2027. J'ai réaffirmé mon souhait du développement d'une tech éthique européenne.



17/11/2021

RV CHEC avec notre référent, M. Ory Lavollée, Conseiller Maître à la Cour des comptes et les membres de mon groupe de travail en vue de la préparation de notre rapport.

07/01/2022

Réunion du Bureau Cofor10 à Troyes avec MM Bezins, Girard, Antoine, Nourissat et Paris pour faire un point sur le calendrier des réunions prévues en 2022, les moyens d'information des adhérents et les réunions des UT sans cesse reportées pour cause de crise sanitaire.

17/12/2021

AG de la Fédération Nationale des Cofor en visio.

13/12/2021

Réunion de travail à Croigny à l'initiative de M. le Préfet pour faire un état des lieux de l'équilibre agro-cynégétique dans le département et identifier des mesures à mettre en place.

24/11/2021

Réunion de bureau de l'UR Cofor GE en visio.

17/11/2021

Visite du stand de la Fédération Nationale des Cofor à la Porte de Versailles. Nous avons obtenu confirmation de la part du Ministre Denormandie de ce que la contribution supplémentaire demandée aux Cofor était bel et bien enterrée. Il nous a par ailleurs annoncé qu'une politique forte d'investissement pour « faire filière » était lancée.



✉ v.paoli-gagin@senat.fr

🌐 vaninapaoligagin.fr

📌 @GaginPaoli

Crédits Photos : Sénat / VPG
Contact : v.paoli-gagin@senat.fr